Économie rurale
Agricultures, alimentations, territoires

317 | mai-juin 2010
Varia

Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales

Alternative Agrifood Systems. A Review of Social Science English litterature

Christian Deverre et Claire Lamine

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/economierurale/2676
DOI : 10.4000/economierurale.2676
ISSN : 2105-2581

Éditeur
Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée
Date de publication : 5 mai 2010
Pagination : 57-73
ISSN : 0013-0559

Référence électronique
Christian Deverre et Claire Lamine, « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie rurale* [En ligne], 317 | mai-juin 2010, mis en ligne le 05 mai 2012, consulté le 10 décembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/economierurale/2676 ; DOI : https://doi.org/10.4000/economierurale.2676

© Tous droits réservés

Les systèmes agroalimentaires alternatifs
Une revue de travaux anglophones en sciences sociales

Christian DEVERRE
INRA UMR 1048 SAD-APT Agroparistech

Claire LAMINE
INRA UR 767 Ecodéveloppement Avignon

Il s'agit ici de l'analyse d'un corpus d'environ 110 articles provenant pour l'essentiel de la littérature sociologique de langue anglaise afin de rendre compte des principaux débats sur les systèmes alimentaires alternatifs.

Introduction

Depuis quelques années, diverses formes de systèmes alternatifs de distribution alimentaire se sont diffusées en France, comme dans d'autres pays. Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) sont aujourd'hui les plus visibles, mais mentionnons aussi les boutiques de producteurs, les marchés paysans et le renouvellement de formes traditionnelles de « circuits courts[1] », (ventes de bord de route, présence de producteurs sur les marchés de plein vent, approvisionnement de magasins de détail par des producteurs locaux...). L'intérêt croissant porté à ces « systèmes agroalimentaires alternatifs » (S3A) et les questions qu'ils mettent en débat quant à l'évolution de l'agriculture et de l'alimentation justifient qu'on fasse le point sur la manière dont ils ont été traités dans l'abondante littérature récente en sciences sociales qui leur a été consacrée en langue anglaise. Cette revue vise à donner accès aux chercheurs francophones au vaste paronama d'expériences que couvrent ces travaux, et, en insistant sur des questions structurantes pratiques et théoriques qui les traversent, à identifier des pistes pour des recherches futures.

L'analyse[2] est basée sur l'exploitation d'un corpus d'environ 110 articles scientifiques abordant la question des S3A parus dans des revues anglophones de sciences sociales depuis le milieu des années 1990. D'autres termes que celui de S3A sont employés pour désigner cet ensemble de systèmes se réclamant en rupture avec le système agroalimentaire « global », « dominant » ou « conventionnel » : « initiatives agroalimentaires alternatives », « systèmes alimentaires locaux », « systèmes alimentaires durables », « pratiques alimentaires alternatives »... Les domaines des revues publiant le plus d'articles sur ces questions sont les sociologies rurale, de l'environnement, de la consommation alimentaire et des sciences et des techniques. Quelques revues d'autres domaines les ont abordées à l'occasion de publications de dossiers ou d'articles isolés. Cependant, quelque soit le classement des revues dans une spécialité de sciences sociales, l'origine disciplinaire des auteurs s'étend au-delà de la sociologie, incluant notamment la géographie, les sciences de l'éducation et l'économie.

1. En France, à la suite de clarifications récentes, les circuits courts sont définis comme des initiatives mobilisant un intermédiaire au plus entre producteurs et consommateurs (Chaffotte & Chiffoleau, 2007).

2. Cette analyse bibliographique a été réalisée dans le cadre du projet « Collectifs de consommateurs et consommation durable » (responsable : Sophie Dubuisson Quellier), soutenu par l'Agence nationale pour la recherche dans le cadre du programme « Agriculture et Développement Durable » (http://www.c3d.cnrs.fr/).

Revues concernées selon leur spécialité disciplinaire

	Nombre d'articles du corpus
Revues de sociologie rurale	
Sociologia Ruralis	41
Journal of Rural Studies	16
Agriculture and Human Values	25
Rural Sociology	1
Revues de sociologie de la consommation	
Food Policy	4
Food Quality and Preferences	1
International Journal of Consumer Studies	1
Autres revues	
Progress in Human Geography, Environment and Planning, Geoforum, European Urban and Regional Studies, Journal of Planning Education and Research, Health, Education and Behavior	19
Ouvrages	5

S'agissant de décrire et d'analyser un mouvement émergent façonné par un grand nombre d'initiatives parfois peu structurées, les méthodes employées par les auteurs se caractérisent souvent par des approches qualitatives faites d'entrevues et/ou d'observation participante de cas particuliers, n'excluant pas des propositions théoriques plus génériques. Un nombre significatif de travaux procède à des comparaisons entre initiatives se rattachant à tel ou tel système alternatif, voire à des essais de catégorisation et de synthèse plus ambitieux à l'échelle de régions ou de pays. Quelques articles enfin abordent la question de l'évaluation globale de ces systèmes, par exemple comme nouveau paradigme de développement rural.

Le biais du corpus identifié est qu'il privilégie l'analyse des situations dans des pays de langue anglaise, les USA, le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada. Mais il couvre également d'autres zones géographiques ou pays comme l'Europe du Nord, la France ou l'Italie.

Comme les auteurs des articles analysés, nous avons opté pour une définition large des S3A, considérés comme initiatives comportant des allégations de « nouveaux » liens entre production et consommation, ou entre producteurs et consommateurs, en rupture avec le système « dominant ».

Cette définition large inclut les marques d'attachement des productions à un territoire (IGP, AOC, *slow food*), les différentes formes de vente directe (*farmers market*, vente ou cueillette à la ferme), les associations entre producteurs et consommateurs (coopératives, *Community Supported Agriculture*, Amap), les formes de production directe par des consommateurs (jardins communautaires ou scolaires), les structures et administrations communales ou territoriales d'approvisionnement et de distribution alimentaires (*food policy councils*, *food security safety nests*). Nous avons choisi de ne pas y inclure les analyses de modèles de production agricole se présentant comme alternatifs, comme l'agriculture biologique, sauf pour les approches prenant explicitement en compte les articulations entre production et consommation, et avons exclu les études sur le commerce équitable pour nous concentrer sur les S3A n'impliquant pas d'échanges internationaux.

Nous mettrons d'abord en évidence que les systèmes alternatifs émergent dans des contextes différents selon les pays et ne répondent pas aux mêmes objectifs. Nous traiterons ensuite des positions que prennent les promoteurs et militants des S3A par rapport au système « dominant », et de la manière dont ces initiatives transforment ou non les relations de pouvoir dans les chaînes agroalimentaires. Nous examinerons à ce propos les débats sur l'ambition de relocalisation de la production et de la consommation. Nous soulignerons quelques thématiques sociales qui nous paraissent peu traitées dans les études analysées. Enfin, nous procéderons au repérage des courants théoriques et des fronts scientifiques dans lesquels les auteurs des articles pris en compte s'inscrivent.

Des contextes d'émergence et des objectifs différents selon les pays

Si, globalement, les S3A se présentent comme des réponses à certains manques ou impasses (écologiques, économiques, sociales, symboliques) du « système agroalimentaire conventionnel globalisé »[3], l'accent est mis différemment selon les pays sur les objectifs que leur assignent leurs promoteurs. Il en découle que les analyses et les perspectives adoptées par les chercheurs sont également contrastées.

En Amérique du Nord (USA et Canada), un fort accent est mis sur la notion de « sécurité alimentaire »[4] à l'échelle de collectivités territoriales et de *communities* (Anderson & Cook, 1999 ; Henson & Caswell, 1999 ; Campbell, 2004 ; Hammer, 2004, Pothukuchi , 2004), ainsi que sur l'accès des populations les plus vulnérables à la nourriture (Gottlieb & Fisher, 1996 ; Allen, *op.cit.* ; Tarasuk, 2001) ; parallèlement ou simultanément à des analyses des CSA (*Community Supported Agriculture*, dont se sont en partie inspirées les Amap françaises) (DeLind, 1998 ; Allen, 1999 ; Hinrichs, 2000) et des marchés de producteurs ou autres formes de commercialisation directe (Allen *et al.,* 2003).

On peut voir là l'héritage d'un droit à la nourriture symbolisé par la politique des chèques-nourriture (*food stamps*) à partir de 1964. Cette politique a commencé à être démantelée dans les années 1990 pour être progressivement relayée par les « filets de sécurité alimentaire communautaires », encouragés par les politiques fédérales (Allen, *op.cit.*) et faisant porter sur les collectivités locales la responsabilité d'assurer l'accès à l'alimentation des groupes sociaux les plus démunis. D'autres initiatives d'origine associative tendent à répondre au manque d'infrastructures de distribution de produits frais dans les quartiers défavorisés des grandes villes par la mise en place de jardins communautaires ou scolaires, voire de fermes urbaines (Feenstra, 1997, Levkoe, 2006). Cet intérêt pour le droit à la nourriture explique que les auteurs nord-américains lient fréquemment l'analyse des S3A à celle du renforcement de la démocratie locale face à la globalisation (Lacy, 2000), introduisant en particulier la notion de « démocratie alimentaire » (*Cf.* infra).

En Grande-Bretagne, la littérature porte davantage sur le développement de systèmes valorisant les productions locales et leur qualité, rapprochant ainsi producteurs et consommateurs (Parrot *et al.*, 2002 ; Marsden & Smith, 2005). Les études de terrain se focalisent sur les marchés de producteurs (*farmers' markets*) qui avaient en grande partie disparu, les systèmes de vente directe à la ferme ou collective (Holloway & Kneafsey, 2000 ; La Trobe, 2001 ; Kirwan, 2004 ; Ilbery & Maye, 2007), et plus généralement les systèmes apportant des garanties et marques de confiance (Ilbery & Kneafey, 2000 ;

3. Concernant ces impasses voir Goodman & Redclift (1991) et Goodman & Watts (1997).
4. La « sécurité alimentaire » (*food security*) concerne l'accès à la nourriture et non la sureté sanitaire (*food safety*).

Mardsen *et al*., 2000 ; Enticott, 2003a et 2003b ; Sage, 2003 ; Treager, 2003 ; Weatherell *et al*., 2003)[5].

Cette focalisation n'est pas sans relation avec les crises de sureté alimentaire (Encéphalite Spongiforme Bovine, *Escherichia coli*, fièvre aphteuse) qu'a connu ce pays, de manière plus radicale que d'autres pays européens. Notons que les auteurs britanniques s'appuient largement sur l'analyse des labels français d'AOC et d'IGP pour définir des systèmes alternatifs (Barham, 2003 ; Gilg & Battershill, 1998 ; Ilbery *et al*., 2005), alors que la littérature française sur les S3A ne considère pas ces labels comme relevant du domaine d'analyse. Dans la perspective française, les labels et signes de qualité ont été développés pour valoriser des produits pour des consommateurs locaux mais surtout distants, et de ce fait ne remettent pas en cause certaines des caractéristiques auxquelles s'opposent les S3A, comme les échanges à longue distance.

Les auteurs britanniques se réfèrent souvent dans leurs analyses à l'économie française des conventions (par exemple Kirwan, 2006), qui a favorisé l'étude des labels. Si cette approche britannique focalisée sur la recherche de qualité et de confiance fait davantage appel que la nord-américaine aux initiatives portées par les producteurs agricoles, elle approfondit beaucoup moins les dimensions proprement politiques des S3A.

En Australie et en Nouvelle-Zélande (mais aussi en Californie), une part importante de la littérature concerne des systèmes visant à apporter des réponses organisationnelles à la « conventionnalisation » de l'agriculture biologique, à sa tendance à se structurer et se concentrer comme l'agriculture conventionnelle sous l'impulsion des grands groupes exportateurs ou de distribution alimentaire. Ce thème[6] a émergé à partir du cas californien (Buck *et al*., 1997) et a été repris dans différentes régions du monde (par exemple pour l'Autriche : Darnhofer, 2005). Les systèmes de vente directe, du type des CSA, apparaissent comme susceptibles de favoriser le maintien des petits producteurs de l'agriculture biologique (Coombes & Campbell, 1998 ; Lockie *et al*., 2000, Campbell & Liepins, 2001 ; Lockie & Halpin, 2005) et sont présentés comme des facteurs de résistance à la conventionalisation. Réciproquement, notons que la plupart des S3A, quelque soit leur pays, considèrent explicitement ou implicitement l'agriculture biologique comme une option incontournable au niveau du système de production.

En France et en Italie, pays de tradition agrarienne, l'accent est davantage mis par les analystes et promoteurs des S3A sur les liens entre agriculture et gastronomie, en particulier la gastronomie locale dont le mouvement *Slow Food* est le symbole (De Roest & Menghi, 2000 ; Miele & Murdoch, 2002 ; Ventura & Milone, 2000). Des liens sont également établis entre S3A et tourisme (Bessiere, 1998 ; Brunori & Rossi, 2000 ; Sonnino, 2004). Enfin, et même si ce thème est présent dans d'autres pays, comme l'Australie et la Nouvelle Zélande, c'est en France que les S3A sont le plus explicitement liés à la volonté de sauvegarde d'un modèle d'agriculture paysanne, comme en témoigne l'appellation Amap.

Les systèmes agroalimentaires alternatifs face aux systèmes dominants

Au-delà des différences d'approches nationales, une première question transversale fait débat dans la littérature étudiée : les S3A portent-ils un projet de substitution au

5. L'intérêt pour les marchés paysans et la nourriture locale comme source de garantie est aussi présent dans des études nord-américaines (Griffin, 2003 ; Che *et al*., 2005) et scandinaves (Tellstrom *et al*., 2005 ; Roininen 2006).

6. Voir Lamine & Bellon (2009) pour une discussion plus approfondie.

système « dominant », n'en constituent-ils qu'une alternative ou sont-ils voués à y être subordonnés ?

Si aucun auteur n'envisage réellement les S3A comme prototypes de remplacement du système de production/distribution/consommation alimentaires dominant dans un avenir proche, la majorité des chercheurs y voit l'émergence de nouvelles manières de définir les rapports entre producteurs et consommateurs susceptibles de remettre en cause des aspects essentiels de ce système comme les échanges à longue distance, l'homogénéisation des produits ou leur détachement des lieux et conditions de production[7]. Des auteurs considèrent que cette remise en cause se fera de manière incrémentale, mais ils n'en exposent pas clairement les conditions : essaimage des systèmes alternatifs à côté du système dominant, tentative d'influencer ce système et en particulier la grande distribution (Stevenson, 1998), ou pression sur les politiques publiques ? D'autres auteurs insistent sur le couplage nécessaire entre initiatives locales, concrètes, et mouvement politique plus large maintenant la critique du système dominant par des actions classiques d'opposition (Allen *et al*., *op.cit*. ; Dupuis & Goodman, 2005 ; Marsden, 2000). Cependant, ce couplage est difficile à maintenir sur la durée, en raison, par exemple, du fort investissement en temps et en énergie qu'exige le fonctionnement quotidien des S3A, détournant leurs porteurs de l'activité militante dans des mouvements politiques critiques.

On touche là à un débat fondamental, également en cours en France, concernant la nature et le degré d'engagement des consommateurs dans les S3A et l'efficience globale de formes d'engagement diversifiées (Lamine, 2005, Lamine & Perrot, 2008). Les S3A combinent des formes d'engagements modestes mais à large échelle, qui font donc « masse », et des formes d'engagement mieux reliées à des mouvements politiques, mais ne concernant qu'une minorité de participants. Au passage, observons que chez certains analystes des S3A, les engagements militant et académique se recoupent explicitement. Le détour réflexif de l'analyse est mis au service du développement des systèmes étudiés (DeLind, *op.cit*. ; Feenstra, 2002), s'inscrivant dans des débats parfois vifs avec des auteurs moins en empathie avec ces initiatives.

En effet, d'autres travaux sont plus critiques et moins affirmatifs sur les capacités de ces innovations à réellement concurrencer ou contribuer à transformer en profondeur le système dominant, et voient plutôt dans les S3A des niches offrant une alternative à la distribution alimentaire dominante pour une petite partie de la population, pouvant s'agir de groupes sociaux favorisés ou défavorisés (Allen *et al*., *op. cit*.). Certaines initiatives, tenant compte de cette critique, essaient de s'ouvrir à des populations plus diversifiées. Par ailleurs, des formes de S3A moins documentées émergent, comme les groupes locaux de glaneurs redistribuant la nourriture dans des réseaux familiaux et locaux (Selfa & Qazi, 2005), ou les initiatives entre producteurs et institutions pour développer des formes d'approvisionnement directes et locales de restauration collective (écoles, hôpitaux) (Allen & Guthman, 2006).

Dans une optique proche des travaux sur la conventionnalisation de l'agriculture biologique, des travaux enfin s'interrogent sur la capacité du système dominant à absorber sinon les S3A, du moins certaines de leurs allégations, comme la confiance, la proximité ou l'authenticité (Allen & Kovach, 2000, Dahlberg, 2001). L'évolution des pratiques de la grande distribution, comme la tendance à apposer un lieu ou l'identité du producteur sur les produits, attestent de ce processus d'endogénéisation de la critique sociale.

7. Sur la genèse de ces caractéristiques du système agroalimentaire dominant, voir Cronon (1991).

Transformations des rapports de pouvoir et ambivalence des processus de relocalisation

Un autre ensemble de questions fait débat, en particulier en Amérique du Nord. Les S3A transforment-ils les rapports de pouvoir dans le système alimentaire global ou au niveau local ? Parviennent-ils à introduire de nouvelles formes de citoyenneté et de démocratie ? Les processus de re-localisation de la production et de la consommation alimentaire revendiqués par ces systèmes sont-ils porteurs d'équité sociale ?

Des travaux se focalisent sur la dimension politique des S3A et y voient une contribution à la transformation des rapports de pouvoir au sein des systèmes alimentaires, avec un plus fort poids des consommateurs ou des *communities* (plus rarement des producteurs) dans la définition des « bonnes » manières de consommer et de produire. Ils seraient porteurs d'une sorte de « démocratie alimentaire » ou étendraient au domaine de la nourriture l'exercice de la citoyenneté, grâce aux apprentissages dont ces systèmes sont porteurs, notamment pour les consommateurs (Hassanein, 2003). Ces apprentissages, portant sur les pratiques agricoles et leur impact, les pratiques culinaires et les pratiques démocratiques elles-mêmes, seraient des sources de capacitation (*empowerment*) de consommateurs devenant alors des citoyens alimentaires (*food citizens*) (Wilkins, 2005 ; Levkoe, *op. cit.*).

L'argument est qu'intéresser les gens aux conditions de la production de leur nourriture et les conduire à agir comme citoyens dans leurs choix quotidiens peut diminuer la passivité générale des choix alimentaires, qui serait le but central du système agroalimentaire dominant. On peut alors parler d'une re-qualification des consommateurs, par opposition à la déqualification visée par le *corporate system* (Jaffe & Gertler, 2006). Cette déqualification repose d'ailleurs paradoxalement souvent sur une abondance d'informations fournie aux consommateurs. Afficher plus d'informations touchant à la nutrition ou au mode de production est une manière de sélectionner ce qu'on veut dire et ne pas dire.

Toutefois, s'appuyer sur les consommateurs – même devenus citoyens – comme principale force de changement peut apparaître comme relevant d'une rhétorique néolibérale centrée sur l'individu et la responsabilité individuelle (DeLind, *op. cit.* ; Jaffe & Gertler, *op. cit.* ; Guthman, 2008), conduisant ces auteurs critiques à insister sur la nécessité d'une alliance entre les petites pressions des consommateurs, les décisions politiques et le devenir des agriculteurs.

Un autre volet important du lien entre S3A, démocratie et citoyenneté est leur enracinement local, donnant plus de maîtrise à leurs promoteurs et acteurs sur le système alimentaire que le système dominant à longue distance (Hendrickson & Hefferman, 2002 ; Marsden, 2004). La maîtrise des consommateurs et des producteurs sur leurs activités et échanges découlerait intrinsèquement d'une re-localisation des systèmes. Cependant, d'autres auteurs soulignent le risque que la politisation de la question de la nourriture, apportée par les S3A, ne s'accompagne d'une dépolitisation du local, vu comme lieu d'harmonie et de cohésion sociale, masquant les asymétries de pouvoir qui traversent les *communities*[8] comme la société nationale ou les systèmes supra-nationaux (Dupuis & Goodman, 2005). Outre que la définition de ce qui est ou non local ne soit pas forcément consensuelle, on retrouve souvent une confusion entre les référents sociaux et spatiaux du local, le socialement proche et le géographiquement proche (Selfa & Qazi,

8. Le terme *community* désigne une population résidant dans le même lieu ayant une forme de gouvernement commun (définition proche de celle de la collectivité territoriale) ou des intérêts communs (par exemple un groupe de parents d'élèves).

2005). L'apologie de la relocalisation peut aussi menacer les principes d'équité sociale, comme dans le cas de programmes américains d'approvisonnement des écoles par des fermiers locaux (*Farm-to-school programs*) plus aisément développés par des collectivités de milieux aisés (Allen & Guthman, *op. cit.*). Une grande attention doit de ce fait être portée à l'échelle à laquelle s'inscrivent les systèmes « locaux » et aux acteurs sociaux impliqués dans leur création et leur gouvernance.

Une autre critique faite à cette mise en exergue des vertus du local appelle à la vigilance face au risque de fermeture, voire à des tentations de xénophobie alimentaire, qu'elle peut entraîner. Là encore, le couplage entre initiatives locales et mouvement politique plus général, et l'importance de se situer à d'autres échelles que celles des individus ou de petits groupes locaux, apparaissent comme une garantie contre ces dérives possibles (Winter, 2003 ; Watts *et al*., 2005). La relocalisation des systèmes peut aussi être considérée comme une phase transitoire, dans l'attente des effets des politiques publiques agricoles et rurales « post productivistes » (*ibid*.), ce qui interroge alors sur la pérennité des S3A.

Enfin, des auteurs mettent en relation la promotion des initiatives locales avec le mouvement général de transfert des prérogatives de l'État providence vers les communautés, le droit à l'alimentation étant dorénavant de leur ressort. Ils y voient une extension du système libéral qui peut mettre en situation de concurrence les communautés entre elles et créer de nouvelles formes d'inégalités entre celles qui réussiraient à assurer ce transfert de prérogatives (pour des raisons sociales, économiques, géographiques ou politiques) et celles qui échoueraient (Feagan, 2007).

La place d'où parlent les auteurs n'est évidemment pas indifférente à la position qu'ils adoptent face au potentiel des S3A à contribuer à une transformation des rapports de pouvoir dans le système alimentaire global ou au niveau local. Nombre d'auteurs sont impliqués dans des S3A, les accompagnent ou en sont proches. Toutefois, il apparaît que la proximité des S3A n'est pas systématiquement corrélée à une position normative et/ou optimiste quant à ce potentiel de transformation. Dans certains cas, au contraire, l'engagement peut rendre plus critique (cas de DeLind par exemple), et les auteurs engagés dans des S3A prennent en général garde d'expliciter leurs engagements et leurs conséquences.

Les systèmes agroalimentaires alternatifs et la transformation des relations sociales

Si les S3A sont souvent présentés comme des forces, au moins potentielles, de transformation du système agroalimentaire dominant, certaines dimensions sociales sont peu prises en compte dans les travaux étudiés.

Mises à part les initiatives dont ils sont clairement les moteurs, comme certains marchés paysans ou les apellations d'origine, la place et le rôle des producteurs agricoles dans les S3A sont assez peu détaillés, notamment dans ceux visant à instituer de nouveaux « collectifs » producteurs/consommateurs ou à développer la démocratie alimentaire. Lorsqu'ils sont mentionnés, les producteurs agricoles ne sont pris en compte parfois que comme supports nécessaires – ou économiquement bénéficiaires (Verhaegen & Van Huylenbroek, 2001) – des S3A. Ils sont placés dans une position de récepteurs plutôt qu'initiateurs. Il est rare qu'ils soient explicitement inclus dans la *community* qui redéfinit le système alimentaire. On leur donne peu la parole sur les conséquences qu'ont pour eux ce rapprochement entre production et consommation (voir ces interrogations dans Smither *et al*., 2005). Une exception notable à cette discrétion sur la place des producteurs est l'accent mis par Van der Ploeg et Renting (2004) sur le rôle que les S3A peuvent jouer dans la

mise en place d'un nouveau paradigme de développement rural permettant le maintien d'exploitations paysannes, conjointement avec d'autres initiatives comme le tourisme rural.

La contribution des S3A à la réduction des inégalités sociales ne constitue pas l'armature principale de la littérature, bien que des travaux prennent comme angle d'analyse le développement des S3A à destination et en faveur de groupes sociaux défavorisés (Hassaneim, *op. cit.*) et que d'autres dressent une typologie sociale des promoteurs de ces systèmes assez en décalage avec cet objectif[9]. Le thème émergent de l'approvisionnement de la restauration collective a récemment conduit des auteurs à revenir sur les effets et les enjeux en termes d'accroissement ou de réduction des inégalités sociales (Allen & Guthman, *op. cit.*).

La place des femmes dans ces systèmes, que ce soit du côté des producteurs ou des consommateurs, est également peu abordée, alors qu'elle l'a été de manière significative dans la littérature consacrée à la production agricole et au système alimentaire dominant (voir par exemple Inhetveen, 1998 ; Wells, 1998 ; Jaffe & Gertler, *op. cit.*), et au développement de l'agriculture biologique (Bransholm *et al*., 2004). De rares auteurs abordent toutefois le sujet, pour souligner que les femmes ont un rôle croissant dans les circuits courts et dans la formation des relations de confiance, d'alliance et de coopération (Jarosz, 2000)[10].

Encore plus absents de la littérature sont les salariés de l'agriculture et de l'agro-industrie. Cette invisibilité, soulignée par Allen *et al*. (*op. cit.*), contraste avec le mouvement politique et sociologique qui dans les années 1960 et 1970 avait placé leur sort et leurs conditions de travail au cœur de la critique du système d'agriculture industrielle, en particulier aux USA[11]. Les conséquences pour eux du développement des S3A ne sont pas prises en compte, qu'ils restent massivement attachés au système dominant, ou qu'ils soient inclus d'une manière ou d'une autre dans les S3A. La littérature n'interroge pas les bénéfices que les salariés agricoles peuvent en tirer ou non en termes de conditions de travail ou de régularité de l'emploi, alors que ce sujet a été abordé pour le cas de l'agriculture biologique (Shreck *et al*., 2006).

Les pays du Sud ne sont pas, dans la littérature que nous avons examinée, objets d'investigation sur les S3A qui émergeraient en leur sein[12]. Est-ce à dire que ce type d'initiative leur serait inaccessible (et alors cela porterait un nouvel éclairage sur les capacités des S3A à bouleverser les systèmes dominants) ou est-ce un manque de repérage et d'intérêt de la part des chercheurs travaillant sur ce domaine ? Un examen bibliographique complémentaire des revues de sociologie du développement permettrait d'esquisser une réponse à cette question. La littérature s'intéresse également peu à l'expérience japonaise et à ses « coopérations » *(teikei)* bien qu'ils soient considérés comme pionniers par des protagonistes et analystes des S3A.

Enfin, si les S3A sont parfois analysés du point de vue de leur rôle de réponse aux crises de confiance alimentaire ou à l'accès

9. Les membres des CSA sont majoritairement de milieu social élevé, ont de hauts niveaux d'éducation et sont « caucasiens » (Allen, *op. cit.*)

10. Un article récent publié après la rédaction de cette revue (Little *et al*., 2009) souligne également le peu de recherches sur la relation entre S3A et genre. Il propose un agenda de recherche dans ce sens, insistant sur les relations entre les attentes en matière de souci du corps, qui pèsent davantage sur les femmes que sur les hommes, les pratiques culinaires et d'alimentation qui leur sont liées, et l'aspiration à la relocalisation de l'approvisionnement alimentaire.

11. Pour un travail récent liant domination des travailleurs et domination de la nature, voir Gouveia & Juska (2002).

12. Rappellons que nous n'avons pas inclus dans cette revue de littérature le cas du commerce équitable, qui a donné lieu à de nombreuses analyses.

à la nourriture de fractions défavorisées de la population, ils sont rarement évalués sur leur capacité à assurer les autres dimensions de la sécurité alimentaire en terme de volume ou de régularité. Si on ne peut reprocher aux auteurs de ne pas traiter de la relation entre S3A et famine, on peut cependant soulever quelques interrogations sur la relation entre une saisonnalité et une proximité revendiquées de l'approvisionnement et les exigences d'une alimentation régulière et diversifiée[13]. Des auteurs soulignent d'ailleurs le risque que les S3A contribuent à renverser le processus de démocratisation de l'accès à la nourriture historiquement mis en place par le système conventionnel, créant de nouvelles rentes de situation (Goodman, 2004). Certains acteurs des S3A, plutôt que de vouloir créer des systèmes proprement alternatifs au sens de « à côté », œuvrent d'ailleurs en faveur d'une pression sur le système dominant visant la redéfinition des relations qu'il entretient avec les consommateurs. Ce point semble pour l'heure peu abordé par la littérature (voir quelques éléments dans Stevenson, 1998).

Les ancrages théoriques de la littérature sur les systèmes agroalimentaires alternatifs

La littérature concernant les S3A se rapporte à plusieurs courants des sciences sociales et renvoie à des débats théoriques traversant la sociologie depuis deux décennies, débordant également sur des disciplines proches telles que la géographie humaine et l'économie politique. On y retrouve trois approches théoriques transversales à la discipline et aux sciences sociales. La première est au croisement d'une économie politique d'inspiration marxiste et de la sociologie critique et s'attache à l'analyse des rapports de pouvoir entre groupes sociaux. Les S3A apparaissent alors comme une forme de résistance – éventuellement jugée vaine et irréaliste après examen – au mouvement de modernisation industrielle et de globalisation de l'agriculture et à la manière dont il transforme structurellement l'activité agricole et les systèmes agroalimentaires (Buttel, 1997). La seconde, s'éloignant de ces traditions critiques, est une approche « libérale » au sens anglo-saxon, inspirée entre autres par la pensée de Giddens (1990), qui défend l'idée que les acteurs sociaux – dans ce cas les producteurs et les consommateurs – sont actifs dans la négociation du changement imposé par la remise en question du modèle modernisateur et globalisé (Van der Ploeg *et al*., 2000). Enfin, la sociologie de l'innovation et l'étude des réseaux d'acteurs forment une troisième voie qu'ont adopté nombre d'analystes des S3A, par exemple pour montrer les liens et apprentissages qui se déploient dans les S3A (Jarosz, *op. cit*.) et rendre compte de l'émergence de nouvelles formes de connectivité entre production et consommation (Whatmore & Thorne, 1997).

Les S3A constituent à la fois un objet interdisciplinaire comme le sont nombre d'objets à l'articulation des natures, des techniques et des sociétés, et un objet proprement sociologique qui permet aux auteurs de cette discipline de construire ou de consolider de nouveaux fronts scientifiques au sein de la sociologie rurale, mais aussi de celle de l'environnement et de la sociologie politique.

C'est surtout à partir des analyses des S3A, qu'au sein de la sociologie rurale des auteurs ont souligné l'importance d'appréhender conjointement production et consommation (Tovey, 1997 ; Goodman & Watts, *op. cit*.). Cette approche a été ensuite théorisée par David Goodman (2003) dans la notion de *consumption turn* de la sociologie, qui met en exergue la prise en compte des formes de consommation des produits alimentaires et de leur (re)connection avec les manières de produire. La sociologie rurale semble avoir

13. Voir cependant les remarques de Johnston & Baker (2005) qui proposent de construire des S3A sur un gradient d'échelles imbriquées.

bien mieux pris ce tournant que la sociologie de la consommation ou la sociologie de l'alimentation qui, malgré certaines tentatives d'adoption de perspectives plus globales (Goody, 1984) se cantonnent souvent à leur stricte sphère en négligeant le versant production, tout comme symétriquement les analyses de filières de type *commodity systems* ignorent majoritairement le versant de la consommation (Fine, 2004 ; Marsden *et al*., *op. cit*.). Ce « tournant vers la consommation » de la sociologie rurale permet d'approfondir l'analyse des interrelations entre systèmes de production et systèmes de consommation, de développer de nouvelles formes de critique des systèmes agri-alimentaires (*food systems*) (Lockie & Kitto, 2000 ; Evans *et al*., 2002) et de (re)politiser la question de la nourriture (Goodman, 2002 ; Goodman & Dupuis, 2002 ; Lockie, 2002 ; Whatmore et al., *op. cit*., Goodman, *op. cit*.). Notons que ce « tournant » a aussi été effectué récemment par des courants de l'agro-écologie, lesquels, s'ils suggèrent depuis longtemps une prise en compte des aspects sociaux et humains des transitions techniques, affirment aujourd'hui l'importance de l'articulation avec l'alimentation et la consommation[14].

Ce débat, au sein de la sociologie rurale, confronte aussi différentes interprétations de l'évolution des systèmes agro-alimentaires. L'une d'elles, notamment portée par des chercheurs de l'Université de Cardiff (Murdoch & Miele, 1999 ; Murdoch, 2000 ; Marsden, *op. cit*.) et de celle de Wageningen (Van der Ploeg & Renting, 2004), décrit la mise en place d'un nouveau paradigme du développement rural basé sur la recherche de l'autonomie locale du côté du monde des ruraux comme des urbains, débouchant sur l'invention d'une « éco-économie » (Kitchen & Marsden, 2009). Cette approche « ruraliste » est spécifiquement européenne et n'est évidemment pas sans rapport avec l'évolution de la politique agricole commune et l'émergence du second pillier.

Dans la sociologie de l'environnement, la prise en compte des S3A inclut dans le champ des objets qui y étaient naguère étrangers, comme les formes de production agricole et d'alimentation. Cet élargissement de la perspective au-delà des ressources naturelles sur lesquelles s'étaient concentrées les analyses de sociologie de l'environnement dans le domaine rural conduit à la définition de formes d'encastrement –*embeddedness*- des activités de production/consommation alimentaire dans leur environnement socio-naturel (Murdoch *et al.*, 2000). Il rejoint le souci, présent dans les disciplines connexes comme la géographie humaine ou l'écologie, d'étudier l'inscription écologique des activités agro-alimentaires (Penker, 2006, Sundvist *et al*., 2005). On voit ainsi émerger la notion de *foodshed*, de « bassin alimentaire » (Kloppenburg *et al*., 1996), inspirée de celle de *watershed* (bassin versant), qui vise à prendre en compte l'adaptation de la production agricole aux conditions du milieu, ou encore celle de *food miles* (« kilomètres alimentaires »), qui valorise les sytèmes de proximité en raison de leur empreinte écologique plus faible (Pretty *et al*., 2005).

Comme cela est fréquent dans la sociologie de l'environnement, à cette tendance à « l'écologisation » de nouveaux objets répond une interrogation plus sociologique et plus critique sur les conséquences sociales de ce mouvement en termes notamment de prise en compte de la notion de justice sociale dans la production et l'accès à la nourriture (Delind, 1994 ; Gottlieb & Fisher, *op. cit*., Delind, 1998 ; Delind, 2002).

La sociologie politique se saisit des S3A pour interroger la nature des transformations qu'ils introduisent dans la gouvernance des systèmes agroalimentaires. Des auteurs y voient une marque de démocrati-

14. En témoigne par exemple l'ajout d'un chapitre intitulé « *Des agro-éco-systèmes durables aux systèmes alimentaires durables* » dans la réédition de l'ouvrage de Gliessman (2007).

sation, avec la reprise de pouvoir des consommateurs et des producteurs locaux sur les choix alimentaires et les manières de produire (Hinrichs, 2003 ; Levkoe, *op. cit.* ; Morgan & Morley, 2002 ; Wilkins, *op. cit.*). D'autres soulignent les menaces d'homogénéisation pesant sur les stratégies alternatives (Dahlberg, *op. cit.*) et analysent les formes de normalisation que certains S3A mettent en œuvre pour conclure à leur caractère finalement plutôt néo-libéral. Enfin, évoquons à nouveau le risque de dépolitisation du local qui serait le corollaire de la repolitisation de l'alimentation, masquant les structures du pouvoir local (McCullum *et al*., 2004 ; Dupuis & Goodman, *op. cit.*). De nombreux auteurs insistent, en tout cas, sur l'importance d'analyser les transformations des modes de gouvernance revendiqués ou induits par ces systèmes.

L'attention portée aux S3A permet de reprendre l'analyse et la critique du système agroalimentaire dominant, avec des analyses qui s'apparentent davantage au domaine de l'économie politique, assez délaissé par les études rurales dans les années 1980 (Goodman, 1999 ; Koc & Dahlberg, 1999 ; McMichael, 2000 ; Buttel, 2001 ; Goodman, 2001 ; Wilkinson, 2002 ; Buttel, 2005). Notons enfin que la littérature examinée ne place pas explicitement les analyses des S3A dans la perspective du développement durable. On y retrouve des allégations renvoyant à des dimensions de celui-ci, comme les bénéfices écologiques de l'organisation du système alimentaire autour des *foodsheds* ou les bénéfices sociaux liés à l'*empowerment* des communautés sur leurs projets alimentaires. Mais la prise en compte de l'ensemble conceptuel du développement durable n'apparaît pas comme élément de l'agenda de recherche des auteurs du domaine. Une piste intéressante, cependant, est celle suggérée par des chercheurs faisant le parallèle entre les réformes nécessaires pour renforcer la responsabilité démocratique dans la société et pour construire des systèmes agroalimentaires plus durables, les unes comme les autres reposant sur l'accroissement de la diversité des écosystèmes, des structures, des cultures et des institutions (Stevenson, *op. cit*., Dahlberg, *op. cit*).

Conclusion

Cette revue de littérature a été élaborée à un moment où le nombre d'études publiées sur les S3A ne fléchit pas et de ce fait, plusieurs travaux récents n'ont pu être pris en compte. Toutefois, avec cette limite et sans avoir mené d'analyse bibliométrique exhaustive, il apparaît que le thème est structurant dans certaines revues, de manière probablement disproportionnée par rapport à l'importance quantitative de ces systèmes dans le paysage agroalimentaire. On peut d'ailleurs se demander à considérer le nombre de chercheurs, qui en France désormais autant que dans d'autres pays industriels, s'intéresse à ces systèmes, quel est l'effet de cette production scientifique sur le développement des systèmes eux-mêmes ? On doit aussi se questionner sur l'impact de la visibilité sociale majeure de mouvements somme toute marginaux sur les systèmes agroalimentaires dominants.

Nous avons vu que le corpus de travaux anglo-saxons renouvelle les fronts de recherche de l'environnement, en sociologie rurale et en sociologie politique. En France, on observe aussi dans la période récente un développement rapide des travaux sur la question, qui va parfois de pair, comme aux Etats-Unis, avec une inclusion des acteurs de ces systèmes aux côtés des chercheurs (Amemiya, 2007 ; Maréchal, 2008). Les travaux français présentent une particularité, qui serait à compléter par un examen spécifique de la littérature récente : une présence plus forte, d'une part, de la sociologie de la consommation (par exemple, Dubuisson-Quellier, 2009), d'autre part, de la « nouvelle sociologie économique » qui propose, s'inspirant des travaux de Granovetter et Polanyi, d'explorer le concept d'encastrement (*embeddedness)* pour décrire les

formes d'inscription des échanges marchands dans le contexte social (Le Velly, 2002 ; Chiffoleau, 2009).

Cette revue de littérature nous permet de suggérer un rapprochement des deux corpus anglo-saxon et français. Il semble que les chercheurs français pourraient s'appuyer sur les travaux anglo-saxons pour mettre à l'épreuve des questions ou des hypothèses encore peu explorées en France comme les effets des S3A en termes de réduction ou d'accroissement des inégalités sociales, leurs pratiques de gouvernance et leur potentiel *d'empowerment*[15]. ■

15. Sur les échanges entre chercheurs français et anglo-saxons, voir les travaux présentés en 2008 à la Second International Working Conference on *« Sustainable Consumption and Alternative Agri-Food Systems »* (http://www.suscons.ulg.ac.be), en particulier sur la question des processus d'*empowerment* dans les S3A, Dubuisson-Quellier *et al.*, 2008.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Allen A. (1999). Reweaving the food security safety net: mediating entitlement and entrepreneurship. *Agriculture and Human Values*, vol. 16, n° 2, p. 117-129.

Allen A., Guthman J. (2006). From "old school" to "farm-to-school": Neoliberalization from the ground up. *Agriculture and Human Values*, vol. 23, p. 401-415.

Allen A., Fritzsimmons M., Goodman M., Warner K. (2003). Shifting plates in the agrifood landscape: the tectonics of alternative agrifood initiatives in California. *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n° 1, p. 61-75.

Allen P., Kovach M. (2000). The capitalist composition of organic: the potential of markets in fulfilling the promise of organic agriculture. *Agriculture and Human Values*, vol. 17, p. 221-232.

Amemiya H. (Dir.) (2007). *L'agriculture participative. Dynamiques bretonnes de la vente directe*. Rennes, PUR.

Anderson M., Cook J. (1999). Community food security: Practice in need of theory. *Agriculture and Human Values*, vol. 16, n° 2, p. 141-150.

Barham E. (2003). Translating terroir: the global challenge of French AOC labelling. *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n° 1, p. 127-138.

Bessière J. (1998). Local development and heritage: traditional food and cuisine as tourist attractions in rural areas. *Sociologia Ruralis*, vol.38, n° 1, p. 21-34.

Bransholm Pedersen K., Kjaergard B. (2004). Do we have room for shining eyes and cows as comrades? Gender perspectives on organic farming in Denmark. *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 4, p. 373-394.

Brunori G., Rossi A. (2000). Synergy and coherence through collective action: some insights from wine routes in Tuscany. *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 409-423.

Buck D., Getz C., Guthman J. (1997). From Farm to Table: The Organic Vegetable Commodity Chain of Northern California. *Sociologia Ruralis*, 7(1), p. 3-20.

Buttel F.-H. (1997). *Some Observations on Agro-Food Change and the Future of Agricultural Sustainability Movements*. *In* Goodman D., Watts D.-C.-H. (ed.), "*Globalising food: agrarian questions and global restructuring*". London, Routledge, p. 344-365.

Buttel F.-H. (2001). Some reflections on late twentieth century agrarian political economy. *Sociologia Ruralis*, vol. 41, n° 2, p. 165-181.

Buttel F.H (2005). Ever Since Hightower: The Politics of Agricultural Research Activism in the Molecular Age. *Agriculture and Human Values*, vol. 22, n° 3, p. 275-283.

Campbell H., Liepins R. (2001). Naming

organics: understanding organic standards in New Zealand as a discursive field. *Sociologia Ruralis*, vol. 41, n° 1, p. 21-39.

Campbell M. Caton (2004). Buiding a common table. The role for planning in community food systems. *Journal of Planning Education and Research*, vol. 23, p. 341-355.

Chaffotte L., Chiffoleau Y. (2007). *Vente directe et circuits courts : évaluations, définitions et typologie*. Montpellier, Cahier de l'Observatoire, n° 1, INRA.

Che D., Veek A., Veek G. (2005). Sustaining production and strengthening the agritourism product: Linkages among Michigan agritourism destinations. *Agriculture and Human Values*, vol. 22, n° 2, p. 225-234.

Chiffoleau Y. (2009). From Politics to Cooperation: The Dynamics of Embeddedness in Alternative Food Supply Chains. *Sociologia Ruralis*, vol. 49, n° 3, p. 218-235.

Coombes B., Campbell H. (1998). Dependent reproduction of alternative modes of agriculture: organic farming in New Zealand. *Sociologia Ruralis*, vol. 38, n° 2, p. 127-145.

Cronon W.(1991). *Nature's Metropolis, Chicago and the Great West.* Norton; New York.

Dahlberg K. (2001). Democratizing society and food systems: Or how do we transform modern structures of power? *Agriculture and Human Values*, vol. 18, n° 2, p. 135-151.

Darnhofer I. (2005). Organic farming and rural development: some evidence in Austria. *Sociologia Ruralis*, vol. 45, n° 4, p. 308-323.

De Roest K., Menghi A. (2000). Reconsidering "traditional" food: the case of Parmingiano Reggiano cheese. *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 439-451.

Delind L.-B. (1994). Celebrating hunger in Michigan: A critique of an emergency food program and an alternative for the future. *Agriculture and Human Values*, vol. 11, n° 4, p. 58-68.

Delind L.-B. (1998). Close encounters with a CSA: The reflections of a bruised and somewhat wiser anthropologist. *Agriculture and Human Values*, vol. 26, p. 3-9.

Delind L.-B. (2002). Place, work and civic agriculture: common fields for cultivation. *Agriculture and Human Values*, vol. 19, p. 217-224.

Dubuisson-Quellier S. (2009). *La consommation engagée*. PUF.

Dubuisson-Quellier S., Lamine C., Le Velly R. (2008). Is the consumer soluble in the citizen? The case of engagement in alternative food systems in France. *SusConf 2008*, Arlon, 28-30 mai

Dupuis M., Goodman D. (2005). Should we go "home" to eat? Towards a reflexive politics in localism. *Journal of Rural Studies*, vol. 21, n° 3, p. 359-371.

Enticott G. (2003a). Lay immunology, local foods and rural identity: defending unpasteurised milk in England. *Sociologia Ruralis*, vol. 43, n° 3, p. 257-270.

Enticott G. (2003b). Risking the rural: nature, morality and the consumption of unpasteurised milk. *Journal of Rural Studies*, n° 19, p. 411-424.

Evans N., Morris C., Winter M. (2002). Conceptualizing agriculture: a critique of post-productivism as the new orthodoxy. *Progress in Human Geography*, vol. 26, n° 3, p. 313-332.

Feagan R. (2007). The place of food : mapping out the "local" in local food systems. *Progress in Human Geography*, vol. 31, n° 1, p. 23-42.

Feenstra G. (1997). Local food systems and sustainable communities. *American journal of Alternative Agriculture*, 12 (1), p. 28-36.

Feenstra G. (2002). Creating space for sustainable food systems: Lessons from the field. *Agriculture and Human Values*, vol. 19, n° 2, p. 99-106.

Fine B. (2004). Debating production-consumption linkages in food studies.

Sociologia Ruralis, vol. 44, n° 3, p. 332-342.

Giddens A. (1990). *The Consequences of Modernity*. Polity Press, Cambridge.

Gilg A., Battershill M. (1998). Quality farm food in Europe: a possible alternative to the industrialised food market and to current agri-environmental policies: lessons from France. *Food Policy*, vol. 23, n° 1, p. 25-40.

Gliessman S.-R. (2007). *Agroecology. The Ecology of Sustainable Food Systems*. 2nd Edition. CRC Press, Taylor & Francis, Boca Raton, FL.

Goodman D. (1999). Agro-food studies in the "age of ecology": nature, corporeality, bio-politics. *Sociologia Ruralis*, vol. 39, n° 1, p. 17-38.

Goodman D. (2001). Ontology matters: the relational materiality of nature and agro-food studies. *Sociologia Ruralis*, vol. 41, n° 2, p. 182-200.

Goodman D. (2002). Rethinking food production consumption: integrative perspectives. *Sociologia Ruralis*, vol. 42, n° 4, p. 271-277.

Goodman D. (2003). The quality "turn" and alternative food practices: reflections and agenda. *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n° 1, p. 1-7.

Goodman D. (2004). Rural Europe redux? Reflections on alternative agro-food networks and paradigm change. *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 1, p. 3-16.

Goodman D., Redclift M. (1991). *Refashioning Nature: Food, Ecology and Culture*. New York, Routledge.

Goodman D., Watts M. (eds.) (1997). *Globalising food: agrarian questions and global restructuring*. London, Routledge.

Goodman D., Dupuis E.-M. (2002). Knowing food and growing food: beyond the production-consumption debate in the sociology of agriculture. *Sociologia Ruralis*, vol. 42, n° 1, p. 5-22.

Goody J. (1984). *Cuisines, cuisine et classes*. Paris, Centre Georges Pompidou.

Gottlieb R., Fisher A. (1996). Community food security and environmental justice: Searching for a common discourse. *Agriculture and Human Values*, vol. 13, n° 3, p. 23-32.

Gouveia L., Juska A. (2002). Taming nature, taming workers: constructing the separation between meat consumption and meat production in the US. *Sociologia Ruralis*, vol. 42, n° 4, p. 370-390.

Griffin M. (2003). Experiences and perspectives of farmers from Upstate New York famers' markets. *Agriculture and Human Values*, vol. 20, n° 2, p. 189-203.

Guthman J. (2008). Neoliberalism and the making of food politics in California. *Geoforum*, n° 39, p. 1171-1183.

Hammer J. (2004). *Community food systems and planning curricula*. Journal of Planning Education and Research, n° 23, p. 424-434.

Hassanein N. (2003). *Practicing food democracy: a pragmatic politics of transformation*. *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n° 1, p. 77-86.

Hendrickson M.-K., Hefferman W.-D. (2002). Opening spaces through relocalisation: locating potential resistance in the weaknesses of the global food system. *Sociologia Ruralis*, vol. 42, n° 4, p. 348-369.

Henson S., Caswell J. (1990). *Food safety regulation: an overview of contemporary issues*. *Food Policy*, vol. 24, n° 6, p. 589-603.

Hinrichs C.-C. (2000). Embeddedness and local food systems: notes on two types of direct agricultural market. *Journal of Rural Studies*, vol. 16, n° 3, p. 295-303.

Hinrichs C. C. (2003). The practice and politics of food system localization. *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n° 1, p. 33-45.

Holloway L., Kneafsey M. (2000). Reading the space of the farmers' market: a case study from the United Kingdom. *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 3, p. 285-299.

Ilbery B., Kneafsey M. (2000). Producer constructions of quality in regional speciality food production: a case study from

south west England. *Journal of Rural Studies*, vol. 16, n° 2, p. 217-230.

Ilbery B., Maye D. (2007). Retailing local food in the Scottish-English borders: a supply chain perspective. *Geoforum*, n° 32, p. 352-367.

Ilbery B., Morris C., Maye D., Kneafsey M., Buller H. (2005). Product, process and place. An examination of food marketing and labelling schemes in Europe and North America. *European Urban and Regional Studies*, vol. 12, n° 2, p. 116-232.

Inhetveen H. (1998). Women pioneers in farming: a gendered history of agricultural progress. *Sociologia Ruralis*, vol. 38, n° 3, p. 265-284.

Jaffe J., Gertler M. (2006). Victual vicissitudes: Consumer deskilling and the (gendered) transformation of food systems. *Agriculture and Human Values*, n 23, p. 143-162.

Jarosz L. (2000). Understanding agri-food networks as social relations. *Agriculture and Human Values*, vol. 17, n° 3, p. 279-283.

Johnston J., Baker L. (2005). Eating outside the box: foodshare's good food box and the challenge of scale. *Agriculture and Human Values*, vol. 22, n° 3, p. 313-325.

Kirwan J. (2004). Alternative strategies in the UK agro-food system: interrogating the alterity of farmers' markets. *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 4, p. 396-415.

Kirwan J. (2006). The interpersonal world of direct marketing: examining conventions of quality at UK farmers' markets. *Journal of Rural Studies*, vol. 22, n° 3, p. 301-312.

Kitchen L., Marsden T. (2009). Creating Sustainable Rural Development through Stimulating the Eco-Economy: Beyond the Eco-Economic Paradox? *Sociologia Ruralis*, vol.49, n° 3, p. 273-294.

Kloppenburg J., Hendrickson J., Stevenson G.-W. (1996). Coming in to the foodshed. *Agriculture and Human Values*, vol. 13, n° 3, p. 33-42.

Koc M., Dahlberg K. (1999). The restructuring of food systems: Trends, research, and policy issues. *Agriculture and Human Values*, vol. 16, n° 2, p. 109-116.

La Trobe H. (2001). Farmers' markets: consuming local rural produce. *International Journal of Consumer Studies*, vol. 25, n° 3, p. 181-192.

Lacy W. (2000). Empowering communities through public work, science, and local food systems: revisiting democracy and globalization. *Rural Sociology*, vol. 65, n° 1, p. 3-26.

Lamine C. (2005). Settling shares uncertainties: local partnerships between producers and consumers. *Sociologia Ruralis*, vol. 45, n° 4, p. 324-345.

Lamine C., Bellon S. (2009). Conversion to organics, a multidimensional subject at the crossroads of agricultural and social sciences. A review. *Agriculture for Sustainable Development,* n° 29, p. 97-112.

Lamine C., Perrot N. (2008). *Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?* Éd. Yves Michel.

Le Velly R. (2002). La notion d'encastrement : une sociologie des échanges marchands. *Sociologie du Travail*, vol. 44, n° 1, p. 37-53.

Levkoe C. (2006). Learning democracy through food justice movements. *Agriculture and Human Values*, n° 23, p. 89-98.

Little J., Ilbery B., Watts D. (2009). Gender, Consumption and the Relocalisation of Food: a Research Agenda. *Sociologia Ruralis*, vol. 49, n° 3, p. 201-217.

Lockie S. (2002). "The invisible mouth": mobilizing "the consumer" in food production-consumption networks. *Sociologia Ruralis*, vol. 42, n° 4, p. 279-294.

Lockie S., Halpin D. (2005). The "conventionalisation" thesis reconsidered: structural and ideological transformation of Australian organic agriculture. *Sociologia Ruralis*, vol. 45, n° 4, p. 284-307.

Lockie S., Kitto S. (2000). Beyond the farm

gate: production-consumption networks and agri-food research. *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 1, p. 3-19.

Lockie S., Lyons K., Lawrence G. (2000). Constructing "green" foods: Corporate capital, risk, and organic farming in Australia and New Zealand. *Agriculture and Human Values*, vol. 17, n° 4, p. 315-322.

Maréchal G. (Éd.) (2008). *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon, Educagri.

Marsden T. (2000). Food matters and the matter of food: towards a new food governance? *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 1, p. 20-29.

Marsden T. (2004). The quest for ecological modernisation: re-spacing rural development and agri-food studies. *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 2, p. 129-146.

Marsden T., Banks J., Bristow G. (2000). Food supply chain approaches: exploring their role in rural development. *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 424-438.

Marsden T., Smith E. (2005). Ecological entrepreneurship: sustainable development in local communities through quality food production and local branding. *Geoforum*, vol. 36, n° 4, p. 440-451.

McCullum C, Pelletier D., Barr D., Wilkins J., Habicht JP. (2004). Mechaniscms of power within a community-based food security planning process. *Health, Education & Behavior*, vol. 31, n° 2, p. 206-222.

McMichael P. (2000). The power of food. *Agriculture and Human Values*, n° 17, p. 21-33.

Miele M., Murdoch J. (2002). The practical aesthetics of traditional cuisines: slow food in Tuscany. *Sociologia Ruralis*, vol. 42, n° 4, p. 312-328.

Morgan K., Morley A. (2002). *Relocalising the food chain: the role of creative public procurement*. The Regeneration Institute, Cardiff, Cardiff University.

Murdoch J. (2000). Networks - a new paradigm of rural development? *Journal of Rural Studies*, vol. 16, n° 4, p. 407-419.

Murdoch J., Miele M. (1999). "Back to nature": changing "worlds of production" in the food sector. *Sociologia Ruralis*, vol. 39, n° 4, p. 466-483.

Murdoch J., Marsden T., Banks J. (2000). Quality, nature, and embeddedness: some theorical considerations in the context of the food sector. *Economic Geography*, vol. 76, n° 2, p. 107-125.

Parrott N., Wilson N., Murdoch J. (2002). Spatializing quality: regional protection and the alternative geography of food. *European Urban and Regional Studies*, vol. 9, n° 3, p. 241-261.

Penker M. (2006). Mapping and measuring the ecological embeddedness of food supply chains. *Geoforum*, vol. 37, n° 3, p. 368–379.

Pothukuchi K. (2004). *Community food assessment. A first step in planning for community food security,* Journal of Planning Education and Research, n° 23, p. 356-377.

Pretty J.-N., Ball A.-S., Lang T., Morison J.-I.-L. (2005). Farm costs and food miles: an assessement of the full cost of the UK weekly food basket. *Food Policy*, vol. 30, n° 1, p. 1-19.

Roininen K., Arvola A., Lahteenmaki L. (2006). Exploring consumers' perceptions of local food with two different qualitative techniques: laddering and word association. *Food Quality and Preferences*, vol. 17, n° 1-2, p. 20-30.

Sage C. (2003). Social embeddedness and relations of regard: alternative "good food" networks in south-west Ireland. *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n° 1, p. 47-60.

Selfa T., Qazi J. (2005). Place, Taste, or Face-to-Face? Understanding Producer–Consumer Networks in "Local" Food Systems in Washington State. *Agriculture and Human Values*, vol. 22, n° 4, p. 451-464.

Shreck A., Getz C., Feenstra G. (2006). Social sustainability, farm labor, and

organic agriculture: Findings from an exploratory analysis. *Agriculture and Human Values*, n° 23, p. 439-449.

Smithers J., Joseph A., Armstrong M. (2005). Accross the divide(?): reconciling farm and town views of agriculture-community linkages. *Journal of Rural Studies*, vol. 21, n° 3, p. 281-295.

Sonnino R. (2004). For a "piece of bread"? Interpreting sustainable development through agritourism in Southern Tuscany. *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 3, p. 285-300.

Stevenson G.-W. (1998). Agrifood systems for competent, ordinary people. *Agriculture and Human Values*, vol. 15, n° 3, p. 199-207.

Sundkvist A., Milestad R., Jansson A. (2005). On the importance of tightening feedback loops for sustainable development on food systems. *Food Policy*, vol. 30, n° 2, p. 224-239.

Tarasuk V. (2001). A critical examination of community-based responses to household food insecurity in Canada. *Health, Education & Behavior*, vol. 28, n° 4, p. 487-499.

Tellstrom R., Gustafsson I.-B., Mossberg L. (2005). Local food cultures in the sweedish rural economy. *Sociologia Ruralis*, vol. 45, n° 4, p. 346-359.

Tovey H. (1997). Food, environmentalism and rural sociology: on the organic farming movement in Ireland. *Sociologia Ruralis*, vol. 37, n° 1, p. 21-37.

Tregear A. (2003). From Stilton to Vimto: using food history to rethink typical products in rural development. *Sociologia Ruralis*, vol. 43, n° 2, p. 91-107.

Van der Ploeg J.-D., Renting H., Brunori G., Knickel K., Mannion J., Marsden T., de Roest K., Sevilla-Guzman E., Ventura F. (2000). Rural Development: From Practices and Policies towards Theory. *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 391-408.

Van der Ploeg J.-D., Renting H. (2004). Behind the "redux": a rejoinder to David Goodman. *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 2, p. 234-242.

Ventura F., Milone P. (2000). Theory and practice of multi-product farms: farm butcheries in Umbria. *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 452-465.

Verhaegen I., Van Huylenbroeck G. (2001). Costs and benefits for farmers participating in innovative marketing channels for quality food products. *Journal of Rural Studies*, vol. 17, n° 4, p. 443-456.

Watts D.-C.-H., Ilbery B., Maye D. (2005). Making reconnections in agro-food geography: alternative systems of food provision. *Progress in Human Geography*, vol. 29, n° 1, p. 22-40.

Weatherell C., Tregear A., Allison J. (2003). In search of the concerned consumer: UK public perceptions of food, farming and buying local. *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n° 2, p. 233-244.

Wells B.-L. (1998). Creating a public space for women in US agriculture: empowerment, organization and social change. *Sociologia Ruralis*, vol. 38, n° 3, p. 371-390.

Whatmore S., Thorne L. (1997). Nourishing networks. Alternative geographies of food. *In* Goodman D., Watts D.-C.-H. (Éd.), "*Globalising food: agrarian questions and global restructuring*". London, Routledge, p. 287-304.

Whatmore S., Stassart P., Renting H. (2003). What's alternative about alternative food networks? *Environment and Planning A*, n° 35, p. 389-391.

Wilkins J. (2005). Eating Right Here: Moving from Consumer to Food Citizen. *Agriculture and Human Values*, vol. 22, n° 3, p. 269-273.

Wilkinson J. (2002). The final foods industry and the changing face of the global agro-food system. *Sociologia Ruralis*, vol. 42, n° 4, p. 329-346.

Winter M. (2003). Embeddedness, the new food economy and defensive localism. *Journal of Rural Studies*, vol. 19, n° 1, p. 23-32.